

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 52

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2628 - Prix : 1€

Éditorial :
Les travailleurs
doivent imposer aux
capitalistes leur droit
à l'existence *Page 2*

Macron : un
président démonétisé
Page 3

Smic : une
augmentation... qui
n'en est pas une
Page 5

Abolition de
l'esclavage : un
combat qui n'est pas
terminé
Page 7

EDF : grève à la
centrale du Port
Page 8

Israël - Palestine
État de guerre
permanent
Page 9



Les travailleurs doivent imposer aux capitalistes leur droit à l'existence

Le gouvernement et les médias se sont empressés d'enterrer le mouvement des gilets jaunes, après les manifestations en baisse de samedi dernier, qui ont cependant encore réuni des dizaines de milliers de personnes.

Castaner appelle à « libérer les ronds-points », tandis que Philippe fait mine de s'excuser de ce que le gouvernement n'ait pas « assez écouté » et promet que cela va changer. Quel que soit l'avenir de la contestation des gilets jaunes, les raisons de la colère ne disparaissent pas avec ces belles paroles.

Philippe promet des débats qui vont s'éterniser durant des mois et se dit même favorable au référendum d'initiative citoyenne, que des politiciens de tout bord reprennent à leur compte. Mais que le gouvernement permette ou non aux électeurs de s'exprimer plus souvent ne changera pas le fond de sa politique, au service du grand capital et des très riches qui le monopolisent.

Les gilets jaunes l'ont démontré : la mobilisation est bien plus efficace que n'importe quel référendum ! Leur détermination a contraint Macron à en rabattre un peu, même si ces mesures sont insuffisantes et qu'elles seront payées par les classes populaires. Elles seront en effet financées par l'argent public, puisqu'il n'est pas question de s'en prendre aux capitalistes.

C'est au nom du travail que le gouvernement se contente d'une hausse de la prime d'activité sans augmenter le SMIC horaire car, à l'entendre, cela mettrait l'emploi en danger. Les travailleurs seraient donc condamnés à accepter les sacrifices, les payes minables pour des conditions de travail de plus en plus dures et des contrats toujours plus précaires, au nom de la lutte contre le chômage ?

Les bas salaires, la précarité et le chômage vont ensemble. Ils sont le résultat de la guerre que le grand patronat mène au monde du travail pour garantir ses profits, et de la politique qu'il impose en conséquence. Licenciements annoncés par le trust pharmaceutique Sanofi, fermetures de restaurants Flunch et de magasins HappyChic, deux filiales du groupe de la famille milliardaire Mulliez, fermeture d'une usine Nestlé dans l'Oise, d'une usine du groupe anglais Luxfer Gas dans le Puy-de-Dôme... La liste n'en finit pas de s'allonger, et des milliers de travailleurs et leurs familles vont se retrouver sur le carreau.

Ford, qui affiche 7,5 milliards de dollars de bénéfices pour 2017, a confirmé cette semaine la fermeture de l'usine de Blanquefort. Les emplois de près de 900 travailleurs sont condamnés, sans compter ceux des sous-traitants. Macron dit qu'il n'exclut pas de demander à Ford le remboursement des aides reçues. Cette menace dérisoire n'empêchera pas le trust de licencier tranquille. Comme bien d'autres avant lui, Ford a empoché les aides en s'engageant à rester pour une période donnée et il met maintenant la clé sous la porte le plus légalement du monde.

Macron s'aplatit devant les exigences du capital, tout comme ses prédécesseurs. En son temps, Hollande avait déclaré « inacceptable » le plan social de PSA qui supprimait des milliers d'emplois et fermait l'usine d'Aulnay, pour mieux l'accepter après quelques petites retouches cosmétiques.

Le gouvernement reproche à Ford de ne pas jouer le jeu... Mais ce jeu, c'est celui du capitalisme, où ceux qui remportent la mise sont toujours les grands actionnaires ! Les capitalistes eux-mêmes en fixent les règles, exigeant que l'État les arrose d'argent public sans que cela garantisse un seul emploi.

La mobilisation des gilets jaunes a mis sur la table l'un des problèmes des travailleurs : dans l'un des pays les plus riches du monde, il n'est pas possible de vivre dignement de son travail. C'est la loi qu'impose la grande bourgeoisie, mais ce n'est pas une fatalité.

Les travailleurs sont au cœur du système, dans les entreprises où naissent les profits. Ils ont la force et les moyens de se battre pour leurs intérêts ; pour l'interdiction des licenciements, l'augmentation générale des salaires, des retraites et des allocations et leur indexation sur les prix. Ces exigences vitales, les travailleurs ne pourront les obtenir que par leurs luttes, en s'attaquant à la domination du capital sur l'économie.

Lutter pour nos conditions d'existence signifie remettre en cause la loi du capitalisme, qui conduit la société d'une catastrophe à l'autre, menaçant même l'existence de la planète. En prendre conscience est la première étape de ce combat, que les travailleurs sont les seuls à pouvoir mener pour une autre société, débarrassée de la logique du profit



Macron : un président démonétisé

Pour tenter de faire cesser la protestation des gilets jaunes, Macron a soigneusement mis en scène son discours télévisé, lundi 10 décembre. Les mots étaient d'autant plus sonnants que les concessions étaient minces.

Devant le recul incessant et catastrophique du pouvoir d'achat des classes populaires, Macron n'a parlé que d'une prime pour les travailleurs touchant le smic, du report de la hausse de la CSG pour les retraités en dessous de 2 000 euros, de la défiscalisation des heures supplémentaires. Et pour le reste, il faudra se contenter de l'affirmation qu'il s'agit d'un tournant historique et que rien ne sera plus comme avant.

Tout continuera, au contraire ! Aucune des annonces de Macron n'effleure les fortunes des riches et les profits des entreprises milliardaires. La défiscalisation des heures supplémentaires est une aubaine pour le patronat. Macron a insisté sur la nécessité de ne pas revenir sur les cadeaux fiscaux faits aux plus riches, dont la suppression de l'ISF est le symbole, sans être le plus fastueux. Il a annoncé la poursuite de la réforme des retraites et de celle de l'indemnisation du chômage. Les réformes qu'il envisage seront de la même eau que celles réalisées jusqu'à maintenant : des attaques contre le monde du travail.

La politique annoncée est celle

que lui dicte le grand patronat et elle ne peut que donner des motifs supplémentaires à la révolte.

Mais Macron a-t-il maintenant l'autorité nécessaire pour faire passer sans secousse ces mauvais coups ? En fait, il s'est usé encore plus vite que ses prédécesseurs, Sarkozy et Hollande, au point de concentrer la colère sur sa personne et de devenir lui-même un facteur d'instabilité sociale et politique.

Mais pour les travailleurs, le problème n'est pas ce petit Macron, mais les puissances dont il n'est, après bien d'autres, que l'homme de paille.

Dirigeants syndicaux : des partenaires pour l'État

Avant la manifestation du 7 décembre, Macron avait demandé aux partis politiques et aux confédérations syndicales de « *lancer un appel clair et explicite au calme* ». Ceux-ci ont répondu, le doigt sur la couture du pantalon.

Ainsi Hollande en a appelé au « *refus de toutes les formes de violence* » et il a félicité les sept principaux syndicats CGT, CFDT, FO, CFE-CGC, CFTC, l'Unsa et la FSU, pour leur « *esprit de responsabilité* ». Dans un communiqué commun publié le 6 décembre, ils ont déclaré en effet « *Le dialogue et l'écoute doivent retrouver leur place dans notre pays* » et ajouté : « *C'est pourquoi nos organisations dénoncent toutes formes de violence dans l'expression des revendications.* » C'est oublier volontairement d'évoquer la violence sociale qui s'exerce à travers le chômage, les fins de mois qui commencent le 20 ou même avant, les violences policières contre les manifestants, qui expliquent que

certaines de ceux-ci ne voient pas d'autre issue que de riposter avec leurs moyens.

Lundi 10 décembre, les dirigeants syndicaux ont aussi accepté de participer à une rencontre avec Macron à l'Élysée. Ils aident ainsi le gouvernement à faire croire qu'il cherche à écouter et dialoguer avec la population. Tous ces gestes contribuent à désarmer les travailleurs, en voulant leur faire

croire à l'utilité de simulacres de négociations et en les induisant en erreur sur la réalité des rapports de force.

Le mouvement en cours ne se conforme pas aux bonnes manières et ne respecte pas l'harmonie de ces rapports entre gouvernement et confédérations syndicales. Ceux qui dirigent ces confédérations ont choisi de qui ils sont solidaires.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 29 DÉCEMBRE de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-PIERRE
SAMEDI 5 JANVIER 19 de 9H00 à 10H30**

**MARCHÉ DE SAINT- ANDRÉ
VENDREDI 11 JANVIER de 8H30 à 10H00**

**MARCHÉ DE SAINT-BENOÎT
SAMEDI 19 JANVIER de 8H30 à 10H00**

Maîtres et serviteurs : un système à abolir



La rémunération des élus, régulièrement dénoncée par la presse, engendre de la défiance et de la colère dans la population qui survit avec des salaires, des retraites ou des minima sociaux qui ne permettent pas d'échapper à la galère des fins de mois difficiles.

Quand vous devez faire des sacrifices sur la nourriture pour payer les factures d'électricité, d'eau, de mutuelle, de loyer, apprendre que des élus, à la recherche d'un zo pou sucer, cumulent plusieurs fonctions,

pour se faire des revenus de plusieurs dizaines de milliers d'euros par mois, a de quoi vous dégoûter.

Le président de la Région a été le plus rémunéré de France grâce au cumul de diverses responsabilités. Malgré cela, il s'était octroyé une petite augmentation de 6800 euros par mois, dans une structure où 7 salariés avaient été licenciés pour raisons économiques, provoquant la fureur de l'opinion durant le mouvement des gilets jaunes, ce qui l'a poussé à en démissionner.

Autre exemple, parmi bien d'autres sans aucun doute, le maire de Saint Philippe, cumule plus d'une dizaine de fonctions et les indemnités qui y sont liées : maire, premier vice-président à la Région, administrateur à la CASud, EPFR, Maison de l'emploi grand Sud, Syndicat Mixte de Pierrefonds, IRT, SPL Maraina, SEMAC, RMR, SAFER et PDG "à temps plein" à Nexa (Agence régionale de développement, d'investissement et d'innovation) !

C'est une bonne chose que l'opinion soit informée. Mais il ne faudrait pas que l'arbre cache la forêt.

Le personnel politique qui se met au service des grands capitalistes, des grosses banques et des gros actionnaires, est là pour canaliser à leur profit l'argent public des subventions, des exonérations, des défiscalisations, des surfacturations de marchés publics etc.

Et là on ne parle plus de quelques dizaines de milliers d'euros mais de milliards fruits de l'exploitation du monde du travail.

C'est pour ce service rendu que la bourgeoisie laisse ses chiens de garde profiter des miettes tombées de la table de son festin.

Heures supplémentaires : une aubaine pour les patrons

Parmi les annonces de Macron, on retrouve l'exonération de cotisations sociales des heures supplémentaires, déjà prévue pour l'année 2019 mais avancée au 1er janvier, à laquelle s'ajoute leur exonération de l'impôt sur le revenu. Tout cela est censé augmenter le pouvoir d'achat des salariés.

Il est ridicule de parler d'augmentation de pouvoir d'achat pour quelques dizaines d'euros en moins sur la feuille d'impôts. Surtout que le recours aux heures supplémentaires est au bon vouloir du patronat, qui y gagne de ne pas embaucher en augmentant l'exploitation de ceux qu'il a

déjà sous la main. Le choix qu'il offre aux travailleurs est entre une paye insuffisante et des horaires qui usent la santé.

Mais même ce prétendu choix n'existe pas dans certains secteurs où les salaires sont parmi les plus bas. Dans la grande distribution ou l'aide à domicile par exemple, les contrats à temps partiel non choisis et souvent très variables sont la règle, et la priorité des employés, souvent des femmes, est d'obtenir un temps complet et la paye qui va avec. Ailleurs, dans de plus grosses entreprises, entre les lois travail et les accords maison, la flexibilité joue à plein et

l'horaire suit les aléas de la production, sans aucun bénéfice pour les travailleurs. Les dépassements d'horaire imposés, cumulés dans un compte, servent à couvrir les périodes de chômage.

Certes, un certain nombre de travailleurs boucheront ainsi quelques trous de leur budget. Mais présenter cette annonce comme une augmentation du pouvoir d'achat est un leurre, qui d'ailleurs ne trompe pas grand monde. Pour augmenter le pouvoir d'achat des salariés, il n'y a qu'une solution : baisser celui des actionnaires.

Smic : une augmentation... qui n'en est pas une

Pouvoir
d'achat
en
berne



Macron a annoncé une augmentation de 100 euros du smic « sans qu'il en coûte un euro de plus pour l'employeur ». Pour réaliser ce tour de passe-passe, le chef de l'Etat compte sur la prime d'activité, qu'il avait déjà prévu d'augmenter de 80 euros d'ici la fin du quinquennat.

En fait, Macron ne va pas au-delà de ce qu'il avait déjà prévu. Au 1er janvier, le salaire dit minimum, qui s'élève à 1 184,93 euros net et est touché par 1,655 million de salariés,

devait être revalorisé de 1,8 %, soit 20 euros pour un salarié travaillant 35 heures par semaine. Par ailleurs, selon le gouvernement lui-même, 20 autres euros proviendraient de la baisse de cotisations salariales. Il s'agit donc d'un transfert du brut au net, autant qui manquera dans les différentes caisses alimentées par ces mêmes cotisations.

Macron ajoute à cela le coup de pouce de la prime d'activité, touchée par une partie des 2,66 millions de salariés qui gagnent entre le smic et 1,2 smic, sous condition des ressources de leur conjoint. Au lieu d'augmenter cette prime d'activité par petits bouts – 20 euros par an sur l'ensemble du quinquennat – il l'accorderait donc en une seule fois. Les « 100 euros » d'augmentation du smic sont bien une fausse augmentation qui, entre autres, n'aura pas d'incidence sur les autres salaires.

Et il y a tous ceux qui touchent moins que le smic, ceux à temps partiel... qui ne toucheront rien.

La perte du pouvoir d'achat dépasse de toute façon largement le montant de 100 euros. Les tra-

vailleurs veulent un salaire qui permette de vivre, pas une simple aumône destinée à calmer les esprits.

Prime de fin d'année : pas de quoi dire merci

Parmi les annonces présidentielles, la plus misérable est sans conteste celle de la prime de fin d'année. Macron a en effet promis que les « employeurs pourront verser une prime de fin d'année qui n'aura à acquitter ni impôt ni charge ».

Ainsi le niveau de vie des salariés devrait reposer sur le seul bon vouloir de leur employeur, sur la marche supposée de ses affaires, sur la générosité annuelle d'une entreprise qui s'enrichit jour après jour de leur travail.

On pourrait se dire que l'étape suivante consistera à garantir aux riches qu'ils pourront déduire de leurs impôts les aumônes qu'ils font aux pauvres en sortant de la messe...

Retraités : annuler la hausse de la CSG, c'est un minimum

Lundi soir 10 décembre, Macron a annoncé qu'il allait annuler en 2019 la hausse de la CSG pour les retraités percevant moins de 2 000 euros mensuels et qui vivent seuls.

Depuis le 1er janvier, lorsque ces retraités percevaient plus de 1 200 euros par mois, ou 1 841 euros pour ceux en couple, leur taux de CSG avait augmenté de 1,7 %, passant de 6,6 % à 8,3 %.

Il n'est donc pas surprenant qu'ils aient été nombreux dans les rangs des gilets jaunes, après avoir déjà manifesté en octobre. La hausse de la CSG pour environ 7,5 millions d'entre eux est venue s'ajouter au gel de leur pension depuis plusieurs années, sous prétexte que l'inflation

était nulle – ce qui est démenti quotidiennement quand ils font leurs courses. Puis le Premier ministre a annoncé que les pensions ne seraient augmentées que de 0,3 % par an en 2019 et 2020. Ce racket était couvert par le fallacieux prétexte qu'ils seraient riches, comme si percevoir 1 200 euros par mois permettait de mener la grande vie !

Tant mieux si Macron a été obligé de reculer sur la hausse de la CSG, redonnant quelques centaines d'euros par an à ceux que le gouvernement a détroussés encore plus pendant un an. Mais les retraités les plus pauvres, qui sont contraints de vivre avec un minimum vieillesse de 833 euros par mois, sous le seuil de pau-

vreté situé aux alentours de 1 000 euros, eux n'ont rien obtenu. Ce n'est pas les mesurette de Macron qui redonneront du pouvoir d'achat à des travailleurs qui sont dans le besoin, après une vie de labeur.

Revalorisation des
Retraites



Il faut payer les salaires et les augmenter de 300 euros !

Pendant deux semaines, le mouvement des Gilets Jaunes a perturbé la circulation.

Il est souvent arrivé qu'après avoir passé 2 à 3 heures dans les embouteillages pour se rendre sur leur lieu de travail, les salariés trouvent porte close, l'employeur n'ayant même pas daigné les en informer !

Avec la même morgue, la quasi-totalité des patrons ont décidé de faire payer aux salariés ces quinze journées de blocages en coupant les salaires de moitié, en supprimant des

journées de congés ou en exigeant des heures supplémentaires sans majoration....

Dans le BTP, cela se traduit par une réduction de la période de congés payés de 4 à 3 semaines, ou par deux heures supplémentaires par jour à effectuer alors que nous sommes en pleine période de grosse chaleur.

Les mesures les plus immédiates prises par les pouvoirs publics depuis un mois consistent à ouvrir tous les canaux d'argent public vers les

caisses des entreprises. Ce n'est donc pas parce qu'elles sont à sec que les patrons ne veulent pas payer mais par haine de classe.

Alors que la faiblesse des salaires et des revenus sont à la source du soutien massif au mouvement de colère des gilets jaunes, souhaitons que le non-paiement des salaires provoquera une colère rouge des travailleurs pour imposer une augmentation de 300 euros pour tous les salaires, retraites et minima sociaux.

CICE : le petit Noël des grands patrons

Le 3 décembre, en pleine colère populaire contre l'insuffisance du pouvoir d'achat, les députés ont approuvé en lecture définitive la transformation du Crédit impôt compétitivité recherche, le CICE, en allègements de cotisations sociales.

Les capitalistes seront dès janvier exonérés de 6% de leurs cotisations patronales auprès de l'URSSAF pour les salaires jusqu'à 2,5 fois le SMIC. Mais ce n'est pas tout. Au 1er octobre, une baisse de 4 % interviendra sur leurs cotisations à l'assurance chômage et aux caisses de retraite complémentaire, pour les salaires au

smic, et de manière dégressive jusqu'à 1,6 smic. Le manque à gagner de ces allègements se montera à quelque 22 milliards d'euros.

Comme rien n'est trop beau pour le patronat, malgré la transformation de cette subvention en allègement de cotisations, le montant du CICE au titre de 2018 sera encore versé en 2019 aux heureux bénéficiaires ! Soit 20 milliards de plus dans leur escarcelle.

Les effets du CICE en matière d'embauche sont, de notoriété publique, inexistantes. Les profits des capitalistes du CAC 40, gros bénéfi-

ciaires des crédits depuis six ans, n'ont fait que gonfler. Un gros employeur comme Carrefour y a économisé en cinq ans 744 millions d'euros. A-t-il pour autant embauché ? Il supprime au contraire un poste sur quatre rien qu'en France !

Ce petit Noël prévu par le gouvernement, s'il était récupéré par le monde du travail, permettrait l'embauche d'un million de personnes payées 1 800 euros mensuels, y compris les cotisations sociales y afférentes selon le mode actuel. Le calcul est vite fait.

ISF : un symbole pour les riches

Lors de son allocution télévisée du 10 décembre, le président des riches a réaffirmé son refus de rétablir l'ISF, l'impôt sur la grande fortune. Cet impôt, qui rapportait tout de même plus de cinq milliards d'euros à l'État, a été supprimé par Macron dès son arrivée à l'Élysée, un somptueux cadeau aux 350 000 plus gros contribuables.

Ce n'est pas tant que cet impôt gênait vraiment la bourgeoisie. Alors même que le niveau réel d'imposition était très faible, la classe riche avait mille manières d'y échapper, entre les déductions multiples pour ses forêts, ses œuvres d'art, ses investisse-

ments dans des entreprises. C'était un prélèvement symbolique, conçu pour montrer que l'État faisait aussi payer un tout petit peu les plus riches. Le supprimer dès le début de son mandat était surtout pour Macron un gage donné à la bourgeoisie quant à l'orientation de toute sa politique à venir.

Pour justifier son refus de rétablir l'ISF, Macron a déclaré en substance : « *Vivait-on mieux du temps où l'ISF existait ?* » Sûrement pas, mais les plus riches vivent encore mieux sans, et ce sont les classes populaires qui paient à leur place. Autre argument de Macron, « *Il faut*

que les détenteurs de capitaux puissent venir investir en France. » Comme si les cadeaux aux plus riches les avaient jamais incités à investir plus dans la production, à créer des emplois, au lieu de faire partir leurs fortunes dans la spéculation.

L'attitude de Macron par rapport à l'ISF est là pour affirmer qu'il continuera à protéger les plus riches, à travers mille canaux, subventions, cadeaux fiscaux, commandes publiques. Comme ses prédécesseurs, Macron est là pour servir la bourgeoisie jusqu'au bout, quitte à se discrediter totalement dans l'opinion.

Abolition de l'esclavage : un combat qui n'est pas terminé

Il y a 170 ans, un décret du 27 avril 1848 fut pris par la République bourgeoise instaurée en métropole par la révolution de février 1848, qui avait mis à bas la monarchie. Sur le papier donc, les aspirations des anti-esclavagistes étaient satisfaites. Dans les faits, la situation des esclaves fut loin de changer du jour au lendemain. À La Réunion le décret ne prit effet qu'après la fin de la coupe, c'est-à-dire en décembre 1848.

Pendant plus de deux siècles, l'exploitation féroce des

esclaves -main d'œuvre gratuite- avait permis à quelques gros propriétaires de l'île d'accumuler d'énormes fortunes. Aujourd'hui encore bon nombre de capitalistes sont les héritiers d'ancêtres esclavagistes. En France aussi, grâce à l'esclavage, les marchands d'esclaves et les bourgeois s'enrichissaient odieusement grâce à la sueur et au sang de générations d'esclaves.

Depuis, le salariat, forme moderne de l'exploitation capitaliste, a remplacé l'esclavage. Mais alors

que l'on fête l'abolition de l'esclavage, tous les travailleurs, tous les salariés doivent se souvenir que les anti-abolitionnistes de 1848 n'auraient rien pu faire sans les révoltes d'esclaves dans les colonies et sans la mobilisation des exploités qui firent la révolution à Paris.

En 2018 comme en 1848, la lutte pour l'émancipation de tous les exploités reste à mener pour se débarrasser de toutes les formes d'exploitation de l'homme par l'homme.

Non à l'expulsion des migrants Sri-Lankais !

Vendredi 14, la gendarmerie a intercepté un bateau de pêche au large de Saint-Philippe avec à son bord 62 migrants dont une dizaine d'enfants de 4 à 12 ans en provenance de Sri-Lanka.

Après une escorte de plus de 8 heures en mer et une heure de recensement une fois arrivés au Port, les Sri-Lankais ont été emmenés dans une « zone d'attente » dans deux hôtels à Saint-Denis.

D'après le journal *Le Quotidien* du 16 décembre, les migrants n'avaient pas pu dans un premier

temps avoir recours à l'aide d'avocats, pourtant volontaires, parce qu'ils auraient soi-disant refusé, aux dires des autorités, le concours de ces magistrats.

Ces migrants tous originaires du même village près de la capitale Colombo, ont fui les répressions dont ils étaient victimes parce que chrétiens et espéraient trouver asile à La Réunion après un périple de 22 jours.

Au mois d'octobre dernier huit autres Sri-Lankais avaient été secourus avant d'être expulsés.

Autrefois, la France et l'Angle-

terre allaient chercher des dizaines de milliers d'hommes et de femmes dans ce même coin du globe, les transportaient dans des conditions ignobles pour les forcer à travailler à La Réunion et à Maurice, pour enrichir quelques familles bourgeoises, celles qui sont au coeur des puissants qui, aujourd'hui encore, imposent leur loi.

La terre et l'humanité se porteront bien mieux et les gens pourront se déplacer librement lorsque la société sera enfin débarrassée du système économique capitaliste.

La colère gronde dans les lycées et les universités

Les mêmes causes produisant les mêmes effets, plusieurs centaines de lycéens de Bel Air à Sainte Suzanne, de Roland Garros au Tampon, de Bois d'Olives à Saint-Pierre, de Lepervanche au Port, à Saint-André, à Plateau Caillou, à Vue Belle, etc. ont fait grève et ont manifesté entre le 10 et le 13 décembre à l'instar des milliers d'autres de leurs camarades de lycées et d'université de métropole. Au Port, le lycée a été bloqué par les élèves.

Les jeunes expriment leur opposition, aux dernières réformes de l'Éducation nationale, Parcoursup, la réforme des lycées, l'augmentation du droit d'inscription pour les étu-

dants étrangers non européens.

Mai au-delà, ce qui fondamentalement pousse les jeunes à manifester, ce qui enracine la contestation, c'est la profonde injustice sociale qui pousse la société vers l'abîme. Bien des jeunes savent que leur avenir est bouché. Ils connaissent les fins de mois difficiles de leurs parents et eux-mêmes ont parfois du mal à se nourrir ou à se loger. Ils voient les conditions de vie des classes populaires se dégrader, les moyens mis dans la santé et l'éducation réduits comme peau de chagrin, pendant que l'argent se concentre à un pôle de la société.

Les gilets jaunes ont ouvert une

brèche. En ayant envie de faire partie de ceux qui contestent la société, les jeunes préparent leur avenir de la façon la plus sûre qui soit.



EDF

Grève à la centrale du Port

Trois journées de grève ont eu lieu les 1er, 19 et 26 novembre dernier dans tous les DOM et en Corse à l'appel de la CGT et ont affecté deux services EDF le SEI (Système Électrique Insulaire, chargé de l'entretien du réseau, et PEI, la production). La CGT revendique des emplois supplémentaires et de meilleures rémunérations ainsi que la priorité à l'embauche locale à qualification égale.

À La Réunion, la grève continue aujourd'hui à la centrale thermique du Port au service Maintenance. La direction a en effet annoncé au personnel de l'usine la suppression de plusieurs dizaines d'emplois (sur 95 actuellement), dans les années à

venir, prétextant qu'avec le changement de carburant (le fuel sera remplacé par du gaz jugé moins polluant dans quelques années et nécessiterait moins de personnel) il y aurait alors « sur-effectif »!

Or les grévistes ne l'entendent pas ainsi. Ils ont déclaré à la direction du centre qu'il manquait au contraire des emplois dans la centrale aujourd'hui et ils ont revendiqué des embauches. Ils veulent que tous les départs à la retraite ou les agents mutés dans d'autres centres soient remplacés, préférentiellement par des Réunionnais, et ils veulent qu'un Plan de Production Électrique sur les 50 années à venir soit construit avec les moyens matériels et humains à

mettre en œuvre pour le réaliser.

Des reculs ont d'ores et déjà été obtenus par les grévistes de SEI/PEI des quatre DOM et de Corse en matière de rémunération puisqu'ils ont obtenu pour les 4 territoires entre 1800 et 2000 NR supplémentaires (avancement dans un niveau de rémunération supérieur), soit 400 de plus que ceux prévus pour chaque île. La direction a aussi dû leur céder une revalorisation de l'AIL (prime d'aide individuelle au logement), de l'ICFS (prime transport) et une cellule de gestion locale des compétences.

À EDF comme ailleurs, les patrons ne connaissent que le rapport de force !

CHAMBRE D'AGRICULTURE

Des années de vaches maigres annoncées

Le 11 décembre, le président de la chambre d'agriculture se donnait un satisfecit par presse interposée, pour avoir réduit le déficit de l'établissement public qui était encore de 800 000 euros en septembre, grâce à la mesure «Feader 211», une subvention européenne pour les conseils individualisés donnés aux agriculteurs. Selon Jean-Bernard Gonthier, avec cette nouvelle enveloppe financière la chambre d'agriculture était sur « *la bonne voie, même si le chemin menant au plein redressement financier est encore long.* »

Mais deux jours plus tard, au repas de fin d'année de salariés de la Chambre, le président tenait à ceux-ci un discours plutôt alarmiste, en déclarant que les années à venir allaient être très dures pour les agents, d'autant que le conseil départemental, principal financeur de la Chambre, pousse à la réduction des effectifs et

à la suppression de certains services.

Les années et les mandatures passent, les salariés entendent les mêmes discours de la part des élus de la Chambre et des collectivités et font les frais de leur politique de restrictions au profit des entreprises du privé.

Pour un avenir moins incertain, des embauches et des augmentations de salaires, les travailleurs de la Chambre ne doivent compter que sur le rapport de force qu'ils imposeront par la mobilisation de leur force collective.



ISRAËL-PALESTINE

État de guerre permanent

L'armée israélienne a déclenché le 4 décembre une opération militaire, baptisée Bouclier du Nord, à la frontière avec le Liban. Son objectif se limiterait à la destruction de tunnels creusés par le Hezbollah entre les deux pays, mais certains dirigeants israéliens ont été jusqu'à évoquer la possibilité d'une nouvelle incursion de leurs troupes au Liban.

En réalité, ce sont très certainement des raisons de politique intérieure qui expliquent l'attitude actuelle du gouvernement israélien. Depuis deux semaines, son Premier ministre, le dirigeant de droite Benjamin Netanyahu, est sous les feux des critiques de la droite nationaliste, qui lui reproche d'avoir conclu une trêve avec le Hamas pour éviter une nouvelle guerre dans la bande de Gaza. Isolé, le gouvernement ne dispose plus que d'une voix de majorité à la Knesset, le Parlement israélien.

Tout le monde s'attend donc à des élections anticipées et dans un tel contexte, pour regagner une crédibilité vis-à-vis de l'électorat le plus à droite, Netanyahu est incité à se lancer dans une surenchère sécuritaire. D'autant que son crédit est aussi en-

tamé par plusieurs scandales de corruption. En tout cas, ce ne serait pas la première fois qu'un dirigeant israélien lancerait des opérations militaires avec comme seul véritable objectif de remporter des élections.

Quoi qu'il advienne finalement à la frontière du Liban, l'armée israélienne continue de mener une sale guerre, permanente celle-là, contre les populations palestiniennes. Ainsi, à la suite d'un attentat, elle est intervenue le 10 décembre à Ramallah, siège de l'Autorité palestinienne, investissant en plein jour les bureaux de l'agence de presse palestinienne

Wafa, installant des points de contrôle pour limiter les entrées et sorties de la ville. Dans tout le nord de la Cisjordanie, elle s'est livrée à une chasse à l'homme aboutissant à vingt arrestations.

Cette guerre-là ne connaît aucun répit et ne cesse de faire des victimes, principalement du côté palestinien, mais aussi du côté israélien. C'est la conséquence de la politique de spoliation et de répression des Palestiniens que mènent Netanyahu et tous ceux qui l'ont précédé depuis la création d'Israël.



Pixabay.com

CHINE/MADAGASCAR

La pêche aux gros... profits est ouverte !

L'accord passé lors d'un forum tenu à Pékin entre l'Agence Malgache de Développement et de Promotion des entreprises (AMDP) et le consortium chinois de pêche Taibe fait des vagues chez les petits pêcheurs malgaches.

Cet accord, dont le ministre de la pêche malgache dit ne rien savoir... alors que le président malgache participait au forum de Pékin, prévoit que la Chine livrera 330 chalutiers à Madagascar capables de ramener à bord chaque année 130 000 tonnes de poissons dont la majeure partie sera

rapatriée en Chine.

Or l'Océan indien entourant Madagascar est déjà en état de surpêche. Selon les dires des petits pêcheurs du sud malgache, qui ne vivent que de cette seule activité, les prises qui avaient chuté à 20 kilos par jour et par pêcheur sont tombées à 10 kilos. Elles ne permettent plus à ces travailleurs de vivre de ce travail et privent les pauvres Malgaches des ressources alimentaires dont ils ont besoin alors que beaucoup souffrent de la faim.

Les petits pêcheurs somaliens

subissent, de la même façon depuis des années, la loi des prédateurs de pêche industrielle européenne dans leur région. Certains se sont transformés en pirates pour survivre.

Les dirigeants bourgeois malgaches et les capitalistes chinois, qui ont signé ledit accord, présentent celui-ci comme une « chance » pour Madagascar. Ils ne font que piller les richesses de ce pays et spolier les travailleurs malgaches du fruit de leur travail.

Une économie florissante... pour le Big Business

Les médias répètent à l'envi que l'économie américaine est particulièrement prospère, un succès qui serait à porter au crédit de Trump et qui expliquerait qu'il ait sauvé les meubles lors des élections de mi-mandat, le 6 novembre dernier.

Pour les grandes entreprises, il est vrai que les choses vont particulièrement bien. Les bénéfices nets des 500 plus grandes entreprises américaines représenteraient en moyenne 12 % de leur chiffre d'affaires, contre 6 % en 2008-2009.

Cette progression est en partie le résultat des baisses massives de l'impôt sur les sociétés décidées par Trump. Plus de 1 400 milliards de ces baisses iront aux grandes entreprises et aux 5 % d'individus les plus riches ; les 300 milliards restants seront partagés entre les 95 autres pour-cent.

Ces cadeaux fiscaux ont contribué à accroître le déficit budgétaire et à augmenter la dette, qui atteint 16 000 milliards de dollars. Cela entraînera

certainement des restrictions supplémentaires dans les services utiles à la population, comme le système éducatif public par exemple.

Quant au chômage, il s'établirait, selon l'administration à 3,7%, le taux le plus bas depuis 1969. Mais en réalité, le taux de participation au marché du travail, qui mesure la part de la population qui a ou cherche un emploi, était de 66 % en 2008, il est aujourd'hui de 62,7 %. Autrement dit, au moins 23 millions d'Américains âgés de 25 à 54 ans sont à l'écart du marché de l'emploi. Alors même que de plus en plus de personnes âgées, parfois septuagénaires voire octogénaires, sont obligées de travailler pour compléter leur maigre retraite, toute une partie de ceux qui sont dans la force de l'âge sont marginalisés, souvent après des années de précarité. Quant aux salaires réels, ils ont souvent baissé, par exemple de 13 % pour les ouvriers depuis 1973. En 2018, 42 millions de travailleurs gagnent moins de 12 dollars (10,50

euros) de l'heure, y compris dans les hôtels du groupe Trump.

Le résultat de cette pression exercée à la baisse sur les revenus des classes populaires, c'est l'augmentation de la pauvreté et même la baisse de l'espérance de vie depuis plusieurs années. Dans plusieurs endroits du pays, comme le delta du Mississippi, une bonne partie des Appalaches, les quartiers pauvres de plusieurs grandes villes ou encore les camps de caravanes, l'espérance de vie est plus faible qu'au Bangladesh ou au Vietnam.

Le capitalisme américain est surtout prospère... pour les capitalistes.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Audio-LO

www.lutte-ouvriere-audio.org

Lisez *Lutte de classe*,

revue de l'Union communiste internationaliste

Au sommaire du n°196 (décembre 2018 - janvier 2019)

- Les révolutionnaires et le mouvement des gilets jaunes
- Le 48° congrès de Lutte ouvrière
 - Relations internationales
 - Situation intérieure
 - Lutte ouvrière dans les élections européennes
 - Discussions sur les textes d'orientation
 - Interventions des groupes invités
 - Conclusions

Prix : 2,50 euros - Envoi contre cinq timbres à 0,80 euro

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

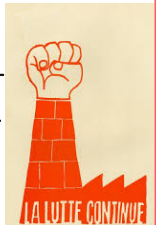
BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

email : [contact@lutte-](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)

[ouvriere-ile-de-la-](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)

[reunion.org](mailto:contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org)



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n° 1019C85576

Directeur de publication :

Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires

ISSN : 2552-7282